

Une Rwandaise bilingue favorite pour prendre la tête du monde francophone

FRANCOPHONIE Louise Mushikiwabo sera sans doute la prochaine secrétaire générale

► Le XVII^e Sommet de la francophonie se tiendra jeudi et vendredi à Erevan.

► Louise Mushikiwabo est la ministre des Affaires étrangères du Rwanda depuis dix ans.

► C'est une fidèle du président Kagame.

Pendant longtemps, on ne la connaissait que comme la « petite sœur ». Celle qui avait échappé à la mort...

Élégante, la tête haute, le verbe clair, Louise Mushikiwabo, ministre des Affaires étrangères du Rwanda depuis dix ans, deviendra sans doute secrétaire générale de la francophonie. Au Rwanda, elle porte un nom prestigieux et a la légitimité d'une survivante.

Son frère, Landoak Ndasingwa, un homme imposant au large sourire, avait rencontré, à l'occasion de ses études au Canada, Hélène Pinsky, une femme de tête qui était bien décidée de faire sa vie à ses côtés au pays des Mille Collines. Doué pour les affaires, Lando avait investi ses économies dans un petit hôtel familial sur la route de l'aéroport. De quoi faire vivre sa famille, sa femme et ses deux enfants : Patrick et Malaika. Mais ce qui l'intéressait d'abord, c'était la politique : défendre les droits des Tutsis de l'intérieur du Rwanda, de plus en plus discriminés par le régime Habyarimana à mesure que la situation se détériorait. Et surtout lutter en faveur de la démocratie, puis de l'application des accords d'Arusha qui, en août 1993, avaient prévu le partage du pouvoir avec le Front patriotique rwandais.

Retour au Rwanda

Courageux, idéaliste, Lando était peut-être naïf aussi : son épouse et lui entretenaient d'excellentes relations avec le général Dallaire, Canadien également, qui dirigeait la mission onusienne. Le couple refusait de quitter le Rwanda alors qu'au début de l'année 1994, les menaces se précisaient. Il était persuadé que la Mimuar (Mission des Nations unies au Rwanda) les protégerait. Alors qu'Anne-Marie, la sœur aînée de Lando, s'était lancée dans les affaires et devait devenir plus tard sénatrice, la cadette, Louise, née en 1961, étudiait aux États-Unis où elle allait

devenir interprète et se marier avec un Américain. Cet exil lui sauva la vie.

Car dans la nuit du 6 au 7 avril 1994, dans les premières heures qui suivirent la chute de l'avion du président Habyarimana, Lando, son épouse et leurs enfants furent parmi les premières cibles des tueurs. Leur mort fut atroce et les pires sévices

furent infligés à l'épouse canadienne. Lorsqu'en 2008, elle regagna définitivement le Rwanda en compagnie de son mari américain, Louise découvrit la profondeur des traumatismes laissés par le génocide, y compris dans sa propre famille. Sa sœur avait relancé l'hôtel familial en souvenir de Lando. Il était devenu l'un des établissements les plus accueillants de la capitale. Louise, elle, se lança dans la politique au sein du FPR et dès 2009 fut nommée ministre de l'Information et porte-parole de Kagame.

Une « dure » du régime

Travailleuse infatigable et méthodique, elle se retrouva rapidement dans l'entourage du président, bénéficiant de toute la confiance du « boss », qui la chargeait des missions les plus difficiles. Parfaite bilingue, habituée à fréquenter les milieux internationaux, Louise se fit connaître tant sur la scène africaine qu'en Europe ou aux États-Unis. Voici quelques années, il se disait même que Kagame la préparait pour assurer sa succession à la tête du Rwanda.

Depuis lors, ayant fait adopter une modification de la Constitution, le président pourrait, en principe, rester au pouvoir jusqu'en 2034. Louise a de son côté poursuivi sa brillante carrière diplomatique. Témoinnant d'une fidélité sans faille à son chef, la ministre, malgré une apparence souriante, est une « dure » du régime : elle n'a fait

montre d'aucune compassion pour Victoire Ingabire, l'opposante longtemps emprisonnée et qui vient d'être libérée, et n'a jamais dévié d'un iota de la position officielle du FPR et de Kagame.

N'étant pas diplomate de formation, la ministre a gardé son franc-parler. Très active sur les réseaux sociaux, elle tweete plus vite que son ombre. Elle ne s'était d'ailleurs pas privée, lors du dernier sommet de la francophonie à Dakar, voici deux ans,

de critiquer l'attitude jugée méprisante du président François Hollande. Il n'avait fait que consulter son portable, se désintéressant presque ostensiblement du processus de désignation du nouveau secrétaire général. Le poste, l'un des plus convoités de la diplomatie internationale, aurait dû revenir à un homme politique originaire d'Afrique centrale : il était question de l'écrivain et diplomate Henri Lopez, du Congo-Brazzaville. Mais c'est finalement la Canadienne Michaëlle Jean, d'origine haïtienne, qui l'emporta à l'issue d'un fort lobbying

mené par le charismatique Premier ministre canadien Julien Trudeau, qui vola la vedette du sommet à François Hollande.

Soutien français

Depuis lors, Michaëlle Jean, qui avait déjà été gouverneure du Canada (une fonction honorifique mais très prisée au sein du Commonwealth), a déçu malgré son charme. Et les pays africains, largement majoritaires au sein de la francophonie, ont rappelé que le poste leur revenait.

Le Rwanda n'a pas eu à bouger pour défendre une éventuelle candidature de Louise Mushikiwabo : c'est du Maroc qu'est venue l'idée, habilement soufflée à Emmanuel Macron. Ce dernier, visiblement désireux de « sortir par le haut » d'un quart de siècle de relations troublées avec le Rwanda, n'a pas hésité longtemps. En recevant le président Kagame le printemps dernier, il lui annonça que la France soutiendrait la candidature de sa fidèle ministre.

Malgré cet appui, les choses ne vont pas de soi : en France, de nombreuses voix rappellent que Kagame, qui refuse de parler français et a fait adhérer son pays au Commonwealth, a introduit l'anglais comme langue officielle, y compris dans l'enseignement. Mais surtout, les défenseurs des droits de l'homme rappellent les atteintes à la liberté d'expression, les crimes commis par l'armée rwandaise lors des guerres au Congo, les prisonniers politiques comme Diane Rwigara, fille d'un riche homme d'affaires qui avait osé se porter candidate à la présidence.

En Afrique aussi des voix se sont élevées. Au Bénin entre autres, pour regretter cette « prime » donnée au « meilleur ennemi de la France ». Ces voix y voient une ingratitude de Paris à l'égard de ses fidèles alliés. Malgré ces réserves, les pays du « pré carré » francophone sont fascinés par les succès économiques du Rwanda, sa stabilité, la sécurité qui règne dans le pays 25 ans après le génocide et les jeunes du continent (y compris des Congolais !) citent volontiers Kagame comme un héros de l'Afrique en train d'arracher son pays au sous-développement.

Actuel président de l'Union africaine qu'il est en train de réformer en profondeur, Paul Kagame est devenu un acteur incontournable sur la scène du continent et son aura rejaille sur sa ministre. À Erevan, où se réunira le Sommet, les états d'âme des derniers partisans de la Françafrique seront mis en sourdine... ■

COLETTE BRAECKMAN

EN CHIFFRES

84

Le nombre d'États ou gouvernements regroupés au sein de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) - dont 54 membres de plein droit, 26 observateurs et 4 États associés

900

Plus de 900 millions d'habitants répartis sur les cinq continents partagent ou ont en commun la langue française et certaines valeurs (comme la diversité culturelle, la paix, la gouvernance démocratique ou la protection de l'environnement).